

**PORTANT CONCESSION DE LOGEMENT DE FONCTION POUR NECESSITE ABSOLUE DE SERVICE  
LE PRESIDENT DE L'UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE**

Vu le Code de l'éducation ;

Vu les statuts de l'Université Clermont Auvergne ;

Vu les articles R.2124-64 et suivants du code général de la propriété des personnes publiques relatifs aux concessions de logement pour nécessité absolue de service dans les immeubles appartenant à l'Etat et à ses établissements publics ;

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup> : désignation du bénéficiaire et du logement concédé**

Est concédé par nécessité absolue de service à \_\_\_\_\_ le logement sis 34 avenue Carnot à Clermont-Ferrand, d'une surface de 118,19 m<sup>2</sup> implanté sur le domaine public de l'UCA.

**Article 2 : prise d'effet et durée**

Cette concession prend effet à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2019. Elle est révocable de plein droit et prendra fin en tout état de cause lorsque le bénéficiaire cessera d'occuper ses fonctions actuelles. Le présent arrêté annule et remplace les éventuels arrêtés pris antérieurement.

**Article 3 : gratuité de l'occupation**

Cette concession comporte la gratuité du logement nu et est exclusive de toute rémunération forfaitaire ou horaire pour tous travaux, de quelque nature que ce soit, réalisés sur le logement.

**Article 4 : prise en charge des coûts liés à l'occupation**

Le bénéficiaire supporte l'ensemble des réparations et charges locatives afférentes au logement qu'il occupe.

Il s'acquitte de ses consommations de fluides à hauteur de 127,05 euros TTC par mois, comprenant l'eau, l'électricité et le chauffage, calculées sur la base du coût au m<sup>2</sup> des locaux de l'UCA (12,90 euros TTC par m<sup>2</sup> et par an).

Il souscrit une assurance contre les risques dont il doit répondre en qualité d'occupant. Il adressera une copie de l'attestation d'assurance chaque année à la Direction de l'immobilier et de la logistique de l'UCA.

**Article 5 : exécution**

Le Directeur général des services, l'Agent comptable et le Directeur de l'immobilier et de la logistique sont en charge de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Clermont-Ferrand, le 21/10/2019

P/O

Le Directeur Général des Services

Mathias BERNARD



- Transmis au contrôle de légalité le 23 OCT. 2019

- Publié le 23 OCT. 2019

Francis BAQUIS  
Modalités de recours : En application de l'article R421-1 du code de justice administrative, le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand peut être saisi par voie de recours formé contre les actes réglementaires dans les deux mois à partir du jour de leur publication et de leur transmission au Recteur.